

Autre son de cloche

Soumis par Marwina
18-08-2011

La Chronique Agora est une lettre d'information sur la finance, l'économie et l'investissement tenu par des libéraux pur sucre qui assument pleinement. Leurs analyses sont souvent éclairés, et l'évolution des marchés à tendance - surtout ces derniers temps - à leur donner raison plus qu'à leur tour. Ce n'est pas systématique, bien sur, mais enfin on aurait lieu de croire qu'ils ne sont pas contrariens simplement pour se donner un genre. Mais, parfois, cela derape un peu. La chronique se veut apolitique. Elle ne l'est pas, et ne l'a jamais été - sauf à considérer qu'il n'existe pas d'autre opinion politique possible que le libéralisme. C'est là la principale faiblesse de ses chroniqueurs. Les lisant avec régularité depuis un certain temps, j'ai pu constater à plusieurs reprises que le spectre du bolchévisme n'est jamais très loin, lorsque l'on lit entre les lignes.

C'est donc avec un petit sourire matiné de surprise que je lisais tout à l'heure cette citation de Bill Bonner : "Comme vous le savez, nous avons renoncé à tout engagement politique. Nous sommes un observateur moqueur… et non une bonne âme pleine de bonne volonté, ni même un participant volontaire au processus politique." Mouhi, bon. A ceci près que leurs articles sont confits de peu-pensance libérale. Je vais plus loin dans ma lecture, et, sur un autre article, l'un des chroniqueurs s'empresse de conforter cette impression par un exemple concret: "Nous n'appuyons pas là où ça fait mal parce que nous nous réjouissons du chômage, de la faim et de la pauvreté. Nous insistons sur ces points parce que l'idée même au coeur des démocraties socialistes - à savoir le fait que tout le monde peut vivre aux dépens de tout le monde - est, littéralement, en faillite. En Europe, l'égalité équivaut aujourd'hui à devenir pauvre tous ensemble. Faire ensemble des sacrifices signifie aujourd'hui que l'Etat doit confisquer des biens privés pour les rationner jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien." Cette affirmation stupide, sortie de son contexte, ne rend pas du tout justice à la pertinence générale de la chronique, je précise: mon but n'étant pas de dissuader la curiosité d'éventuels nouveaux lecteurs. Ce sont des libéraux pur-sucre obsédés par l'or (sur ce dernier point, je ne leur donne pas tort: il me semble qu'ils ont commencé à conseiller cet investissement alors qu'il tournait autour des 400\$ l'once tout au plus, aujourd'hui il frôle les 1800\$). Si je publie aujourd'hui cette sortie débile, ce n'est pas pour la démonter par le menu (puisque l'affirmation est arbitraire et inexacte, le fait que tout le monde peut vivre aux dépens de tout le monde n'est pas plus un dogme socialiste que ne l'est le fait d'autoriser les gens à partager le mariage forcé pour des raisons religieuses, ou de supprimer la force publique, d'encourager la fraude aux présentations sociales, etc, enfin: ce ne sont pas les caricatures absurdes qui manquent concernant les politiques à visée sociale) mais pour poser la question de l'autre son de cloche. Question intéressante puisque, de ce que l'on peut voir à droite et à gauche, chacun se renvoie la balle. Les libéraux oublient un peu que c'est le programme du CNR qui a sorti la France de l'ornière en 1945, programme qui par ailleurs était porté par un front commun de personnes venant de bords politiques différents mais programme qui, et c'est là l'essentiel, introduisait de nombreuses réformes sociales qui ne sont aujourd'hui plus défendues sauf par quelques incorrigibles genre Mélenchon et autres dangereux extrémistes. Mais le fait est que des libéraux, pourtant dotés d'un cerveau, assez au fait de la situation pour que leurs analyses permettent des vérifications dans les faits, sont assez bouchés de la feuille de chou pour s'imaginer que la politique sociale est l'une des causes de la crise de la dette. A leur décharge, il n'est effectivement pas tenable de mener une politique sociale efficace sans taxer lourdement les plus hauts revenus, ainsi que les plus grosses entreprises, surtout si les paris en bourse ne sont pas ni régulés ni les transactions afférentes taxés. L'alternance gauche-moie à tendance libérale et droite irresponsable à tendance destruction de l'état et des acquis sociaux ne pouvait que conduire à la catastrophe, surtout dans un monde où la sphère bancaire ne supporte aucune règle. Appliquer un programme bancaire n'a jamais été fructueux, et le programme social de la gauche demande un terrain de mesures radicales qui n'ont jamais été prises. Enfin, si, un premier pas a été fait avec l'application du programme du CNR et point. Permettez-moi d'ailleurs d'insister encore sur le fait que ce programme était sans étiquette de part la diversité politique des acteurs qui l'ont mis en oeuvre. Même si aujourd'hui ces valeurs ne sont plus défendues que par l'extrême gauche, il a reçu à l'époque le soutien de De Gaulle. Ce qui n'est pas rien, même s'il est évident que le Général n'aurait pas composé seul sur ce terrain là: l'inspiration du programme ne vient pas spécialement de son camp politique, mais il s'est - comme Charles Moore aujourd'hui - rendu à un certain nombre d'évidences. Je ne crois pas que le fait de comprendre qu'un peuple ruiné ne consomme pas est une spécificité de la gauche. Réussir à l'oublier, ou à en faire abstraction est par contre une spécificité de droite. La phrase de Dan Denning peut ainsi être aisément retournée, dès que l'on gomme cette omission involontaire de l'impérieuse nécessité de préserver le pouvoir d'achat des masses par une certaine justice sociale, tout en gardant à l'esprit la nécessité toute aussi impérieuse d'un certain équilibre budgétaire: Nous insistons sur ces points parce que l'idée même au coeur des démocraties libérales - à savoir le fait qu'une imposition forte des salaires, rentes et patrimoines des plus aisés pèserait au final sur la consommation globale des ménages ordinaires - est, littéralement, en faillite. Évidemment, en retournant la phrase je commets un raccourci intellectuel que ne font pas les libéraux eux-mêmes, pas de manière aussi simpliste, et pas en dehors de grands exercices de langue de bois visant à contraindre les états à baisser leurs impôts. Je ne doute pas un instant que la plupart de ces gens savent pertinemment qu'ils plaident uniquement pour leur pomme lorsqu'ils réclament moins de charges. Ce qu'ils visualisent moins, ce sont les conséquences à moyen terme de telles réformes: parce que l'argent nécessaire à la bonne marche de cette société de consommation ne peut pas être prêté ailleurs que là où il se trouve, tout simplement. L'autre son de cloche est intéressant en ce sens qu'il nous permet de dresser un état des lieux de la peu-pensance libérale, dans sa frange avant-gardiste. De plus en plus de libéraux se mettent à réaliser que ce système décoré se finaçait presque exclusivement par la dette - au lieu de l'être par l'impôt rendu progressif - ne peut pas fonctionner. Ils en tirent à raison la conclusion qu'il faut réguler le budget

des états afin de limiter les déficits - ce qui fait l'unanimité - mais oublie, toujours, qu'une société de consommation ne peut pas survivre avec comme cadre social général le pouvoir d'achat moyen de la famille d'ouvrier du milieu du XIXème siècle.